

**LE PRADET (Var)**



**22 ARR PM PERM 186**

## **ARRÊTÉ PERMANENT**

### **REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION AVENUE GANZIN**

Nous, **Hervé STASSINOS**, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6,

**VU** le Code de la Route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 411-26, R 412-28 et R 413-14 et suivants, R 417 -3, R 417-10 et suivants, R 417-11, R 415-6 et suivants

**VU** le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

**VU** la convention de fourrière liant la ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017

**VU** la demande effectuée par les services techniques de la ville

**Considérant** qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

### **ARRETONS**

**Article 1** : Tous les précédents arrêtés règlementant la circulation sur l'avenue Ganzin sont abrogés et remplacés par ce dernier.

**Article 2** : Des arrêts pour les transports en commun sont matérialisés sur l'avenue Ganzin :

- 282 et 405 (dénommés « 4 saisons »)
- 746 et 757 (dénommés « Bayette »)
- 1109 (dénommé « Esquirol »)
- Face à l'entrée du chemin des plaines

**Article 3** : L'avenue Ganzin est une route prioritaire. Elle l'est au croisement des voies :

- Chemin Saint Avy (STOP)
- Rue Paul Guiol (Cédez passage)
- Chemin des Plaines
- Chemin de la Diligence

**Article 4 :** Des passages pour piétons sont matérialisés au niveau :

- Entre la résidence « Le Gypsis » et l'ancienne gare (passage surélevé),
- Au droit du 239 avenue Ganzin, (Belle meunière)
- 1720, près du chemin de La Diligence.

**Article 5 :** Un carrefour formé avec l'avenue Gabriel Péri et l'avenue Alain Le Leap est classé « carrefour à sens giratoire ». En conséquence, les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route. Conformément à l'article R 415-10 du Code de la route, tout conducteur abordant ce carrefour est tenu de céder le passage aux usagers circulant sur la chaussée qui ceinture le carrefour à sens giratoire. Des passages piétons sont matérialisés sur les trois voies, en amont, avant l'entrée dans le giratoire.

**Article 6 :** Au 182 de l'avenue Ganzin, un carrefour formé avec la rue Paul Guiol, l'avenue Ganzin et une piste cyclable. En conséquence, les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route.

**Article 7 :** Un carrefour appelé « Honoré d'Estienne d'Orves » formé avec la rue Jean Monnet et la rue des Fonds verts est classé « carrefour à sens giratoire ». En conséquence, les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route. Conformément à l'article R 415-10 du Code de la route, tout conducteur abordant ce carrefour est tenu de céder le passage aux usagers circulant sur la chaussée qui ceinture le carrefour à sens giratoire. Des passages piétons sont matérialisés sur les trois voies, en amont, avant l'entrée dans le giratoire.

**Article 8 :** Un carrefour formé avec le chemin de La Foux et le chemin de La Carraire est classé « carrefour à sens giratoire ». En conséquence, les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route. Conformément à l'article R 415-10 du Code de la route, tout conducteur abordant ce carrefour est tenu de céder le passage aux usagers circulant sur la chaussée qui ceinture le carrefour à sens giratoire. Des passages piétons sont matérialisés sur les trois voies, en amont, avant l'entrée dans le giratoire.

**Article 9 :** Après le 1217, un carrefour formé avec une voie privée et le chemin de La Bayette est classé « carrefour à sens giratoire ». En conséquence, les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route. Conformément à l'article R 415-10 du Code de la route, tout conducteur abordant ce carrefour est tenu de céder le passage aux usagers circulant sur la chaussée qui ceinture le carrefour à sens giratoire. Des passages piétons sont matérialisés sur les trois voies, en amont, avant l'entrée dans le giratoire.

**Article 10 :** Les règles de circulation définies à l'article R110-2 et R 411-25 du Code de la Route seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

**Article 11 :** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 12 :** Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d'assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

**Article 13 :** Les Services Techniques ou la Police Municipale seront chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

**Article 14 :** Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale

**Article 15 :** Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur Le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS
<ul style="list-style-type: none"><li>- Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <a href="http://www.telerecours.fr">www.telerecours.fr</a>.</li><li>- Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire</li></ul> <p>Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.</p>